

Brésil constitue un contre-exemple à cette assertion puisqu'il y existe une perméabilité entre les chercheurs et les praticiens de l'aménagement en vue de passer du diagnostic aux propositions pouvant déboucher sur des expériences alternatives de développement municipal ou local. Cette collaboration est-elle due à la conjoncture économique (crise) ou à l'ouverture politique (démocratie) ou à la conjonction entre ces deux facteurs ; quoi qu'il en soit de "la conjoncture", l'analyse du sens des nouvelles réformes reste à faire ainsi que celle portant sur les intentions démocratiques et le rôle des nouveaux médiateurs chargés de mettre en oeuvre, de récupérer ou de contourner ces réformes.

II - Marie-France Prévôt-Schapira : ANCRAGE TERRITORIAL DU POUVOIR SYNDICAL DES PETROLIERS AU MEXIQUE

Les recherches menées dans les nouveaux pôles industriels, notamment dans les zones pétrolières, ont mis en évidence le rôle majeur du syndicat lié à la grande entreprise dans la vie politique locale⁽¹⁾.

Le Syndicat des Travailleurs Pétroliers de la République Mexicaine (STPRM) constitue depuis sa création un des plus solides piliers du syndicalisme officiel. Ce pouvoir s'explique par la place du pétrole dans l'histoire et l'économie mexicaines. Mais le STPRM tire aussi sa force du contrôle qu'il exerce sur l'espace pétrolier, particulièrement dans les régions du Golfe du Mexique, là où se

(1) Cf. Pour la sidérurgie, travaux de G. Fourt et I. Bizberg sur les villes de Lazaro Cardenas et Monclova.

sont constitués de longue date des bastions du pouvoir syndical.

1 - Archipel syndical et filières d'embauche

L'analyse du maillage syndical et des pratiques qui s'y inscrivent, ont permis de situer les points d'ancrage du pouvoir syndical. Pour ce faire, nous sommes partie de l'étude des filières de recrutement contrôlées par le STPRM, qui dispose du monopole de l'embauche (closed-shop), à un moment, celui du boom pétrolier, où la création de milliers d'emplois dans un laps de temps très court, mettait à nu les filières d'embauche et la mobilité qui s'organise entre les sections les plus puissantes. C'est en effet, à travers cette analyse que l'on peut saisir la réalité territoriale du pouvoir syndical qui s'articule sur la structure du STPRM.

L'étude de la mobilisation de la force de travail se situe donc à deux échelles :

- celle de la section, territoire dans lequel s'inscrivent les pratiques syndicales (hérédité du poste, cooptation, clientèle...),

- celle de "l'archipel syndical" formé par les 29 sections entre lesquelles s'organisent la mobilité, en fonction des rapports de force qui se sont établis au sein du STPRM.

Toute modification de la dynamique pétrolière - expansion ou récession - provoque le renforcement ou l'affaiblissement

de certains centres. Ainsi de la capacité d'une section à étendre son territoire sur les nouvelles zones en expansion dépend du pouvoir politique (contrôle des postes créés et élargissement de la clientèle) et financier. C'est ce mouvement de redéploiement du nord vers le sud, par le biais des migrations de travail, qui a permis aux anciennes zones en déclin, de contrôler les nouvelles sources d'emploi et de consolider leur pouvoir, dans et hors leurs bastions. On peut donc conclure à la permanence, voire au renforcement des lieux de pouvoir dans la zone du Golfe, là où s'est enracinée, depuis plusieurs générations "la grande famille des pétroliers", base sociale du pouvoir syndical⁽¹⁾.

2 - Pouvoir syndical et pouvoir local

C'est à partir de ces bastions qu'a été mis en évidence, le rôle majeur, voire écrasant, du syndicat dans la vie locale, et ceci à plusieurs niveaux :

- contrôle municipal

Dans les zones pétrolières, l'élection de dirigeants syndicaux à un poste d'élection, notamment à celui de président municipal, s'est imposée comme une règle de la vie politique locale, entérinée, parfois imposée d'en haut par le PRI. Le municipe constitue véritablement la base territoriale dans laquelle s'ancre le pouvoir d'une section, même

(1) Cf. M.F. Prévôt-Shapira, Espace pétrolier et espace syndical dans le Golfe du Mexique, in L'Etat aménageur en Amérique Latine, Travaux et mémoires de l'IHEAL, n° 35.

si en raison de l'extension de leur juridiction, l'intervention des grandes sections s'étend désormais largement au-delà de la base de départ. L'activité pétrolière a d'ailleurs souvent été à l'origine de la création de nouveaux municipes (Poza Rica, Ciudad Madero...). Il en résulte que le pouvoir syndical et le pouvoir municipal sont entièrement confondus (alternance d'un poste à l'autre), l'un dominant l'autre, d'autant que la capacité financière de la section est sans commune mesure avec celle du municipe, très pauvre au Mexique.

- Gestion urbaine

Dans ce secteur, l'intervention syndicale est fonction de la capacité financière de la section. Il faut noter qu'elle déborde largement les quartiers pétroliers (où là le syndicat intervient comme constructeur de logements) ce qui lui permet d'élargir sa clientèle. Ainsi, dans les puissants bastions, l'espace urbain est marqué du sceau du syndicat, chaque réalisation étant signalée par un panneau (école, route, cinéma, clinique...).

- Mobilisation sociale : défilés, commémorations des grandes dates de l'histoire pétrolière, travaux collectifs (nettoyage...)

- Le syndicat-entrepreneur : "Les oeuvres sociales révolutionnaires du STPRM". La création d'entreprises du syndicat, aussi bien dans le secteur de la distribution et des services que dans la production agricole devrait permettre, selon le syndicat, de court-circuiter les

intermédiaires "voraces" et de lutter contre l'inflation, plus forte dans les zones pétrolières que dans les autres régions du Mexique.

Ce secteur - ouvert à tous - a connu dans les années du boom pétrolier, un développement impressionnant, grâce aux subsides accordées par PEMEX, centralisés par Ciudad Madero, point central du système pétrolier et redistribués ensuite aux autres sections, pour reproduire le "modèle" mis en place. Ainsi, au regard de la fiscalité pétrolière, qui ne laisse que peu de revenus aux municipales, tout se passe comme si PEMEX avait opté, de gré ou de force, pour une redistribution de la manne pétrolière par le canal syndical, renforçant encore l'emprise du STPRM sur le milieu local.

Dans cette approche, le problème du local a été essentiellement vu, du côté syndical, en termes de domination et de contrôle de l'espace. Dans la mesure où nous avons été amenées à parler de "caciquisme" syndical, il reste à mieux définir les bases sociales du STPRM (les clientèles) et à étudier les alliances qui se nouent entre les groupes de pouvoir, avec ou contre le STPRM, dans les municipales et Etats pétroliers. Comment le PRI arbitre-t-il entre des pouvoirs souvent rivaux mais appartenant à un même parti (cf. climat de violence, lors des dernières élections, dans le sud pétrolier du Vera Cruz où s'affrontaient caciques traditionnels et caciques pétroliers) ? Quelles sont aussi les résistances et les difficultés que ce pouvoir rencontre pour reproduire le "modèle", et comment l'impose-t-il ? Enfin quelles sont les "frontières" du pouvoir syndical ? Est-il circonscrit aux territoires pétroliers ? Autant d'axes qu'il conviendrait d'approfondir pour mieux saisir la dynamique de leurs rapports ?